

CDG Pig Meat, 19th October 2018

Scenarios under discussion to make the pig industry sustainable.
Introduction by EEB. Exchange of views

Introduction

Lorsque j'ai demandé de mettre à l'ordre du jour la question de la durabilité de la filière porcine, j'avais imaginé que la Commission pourrait inviter un scientifique qualifié, cela n'a pas été le cas, donc j'assume mon rôle. En effet, au fil des réunions des Groupes de Dialogue Civil je suis frappée par l'immense fossé qui existe entre l'approche économique par la balance commerciale et les coûts de production comme cela se fait ici, et les contraintes réelles, environnementales et en matière de bien-être animal, et c'est comme si le domaine des marchés était une bulle séparée des autres réalités. Donc je voudrais confronter ce qui se passe ici avec quelques scénarios d'avenir

En introduction, **le concept des frontières planétaires** (2015) : Le constat est que le régime alimentaire occidental dépasse ce que la planète peut fournir à chacun de ses habitants. Le dépassement des frontières planétaires concerne la surface agricole nécessaire pour produire ce régime alimentaire, les GES (Gaz à Effet de Serre) émis, les excédents et le gaspillage d'azote et de phosphore, et d'autres impacts comme la perte de biodiversité et l'atteinte aux ressources eau et à la qualité de l'air. L'OMS recommande 50 g de protéines par jour, sans spécifier l'origine. Il s'agit d'un immense gaspillage structurel qui n'est pas durable.

Quelques scénarios d'avenir

Le rapport de la FAO « **l'ombre portée de l'élevage** » de 2009 avait marqué les esprits. Ses préconisations étaient d'intensifier l'élevage, de le rendre plus efficient, et de mieux répartir les activités d'élevage dans l'espace, c'était une approche très industrielle. L'augmentation de la demande de viande dans les pays émergents était actée. En 2014, Olivier de Schutter soumet aux Nations Unies son **rapport sur le droit à l'Alimentation**. Il écrit : « ... *presque toutes les études montrent que les problèmes environnementaux causés par l'élevage ne pourront être résolus sans une réduction de la demande de produits animaux.* » Ce serait l'heure de l'agroécologie et d'un renouveau de la gouvernance, donnant priorité à la protection sociale. Le renouveau n'a pas eu lieu. Quant à l'Union européenne, elle prévoit de détruire encore 18 % des emplois agricoles en 10 ans (jusqu'en 2026). Aussi, près des 2/3 des céréales utilisées en Europe servent à l'alimentation animale, ceci dans le cadre d'une dépendance des pesticides qui est intolérable et en aucun cas durable. Comme le dit l'IPES Food aujourd'hui : « *Alors que l'UE s'est engagée d'aligner toute ses politiques avec les objectifs de climat et de développement, la politique commerciale de l'UE encourage les agriculteurs dans des secteurs à émissions élevées comme la viande et le lait à chercher de nouveaux débouchés à l'export.* » IPES Food demande une politique commune de l'alimentation.

En 2016, la FAO et le **Réseau pour la Recherche Aliments et Climat** préconisent que les Etats soient porteurs de recommandations nutritionnelles qui intègrent l'impact sur l'environnement. Ce n'est absolument pas le cas. En fait, les recommandations nutritionnelles s'adaptent aux habitudes culturelles et très largement aux industries alimentaires.

En France le bureau d'études Solagro a développé un scénario d'avenir nommé **Afterres 2050** qui se base sur la définition d'un régime alimentaire sain pour les Français et qui adapte ensuite la production et l'occupation des terres pour fournir cette alimentation saine, maintenir une certaine exportation et une production d'énergie, et adopter l'agroécologie. En gros, l'évolution alimentaire

préconisée est qu'un tiers des protéines soient d'origine animale, ce qui est un objectif très modéré. Or aujourd'hui en France environ un tiers des calories sont d'origine animale. Le passage d'un tiers en calories à un tiers des protéines permet de diviser le cheptel par deux et d'avancer très fortement vers l'agroécologie.

Une autre étude française évalue les flux d'azote, de phosphore et de carbone à l'échelle de 33 régions agricoles en **évaluant les agro-systèmes**. Cette étude montre bien la différence entre une évaluation de l'impact environnemental par kilo de produit (où l'intensification est gagnante) et une évaluation par hectare, où l'agriculture biologique est gagnante ; en conclusion, si nous voulons vivre dans des écosystèmes sains et fonctionnels, il faut diminuer et extensifier les productions animales.

L'ENA European Nitrogen Assessment se penche sur les fuites d'azote dans l'agriculture européenne, et une des préconisations, dès 2011, est de réduire la consommation de protéines animales. L'efficacité de l'azote est bien meilleure pour les productions végétales. En 2015 le rapport spécial 'L'azote à table' développe cette idée¹. La question déterminante est donc comment compenser économiquement une forte régression des activités d'élevage. Le gros risque est que la baisse de la consommation en Europe soit compensée par l'exportation. C'est effectivement ce qui se passe ici – et ce qu'il faudrait ne pas faire.

Jusqu'ici nous avons surtout vu deux stratégies pour maîtriser les impacts : l'efficacité en lien avec l'intensification, et la réduction de la consommation d'animaux. Une troisième stratégie est la **non-concurrence**, modélisée dans **une étude autour du FIBL**. Son scénario utilise pour l'élevage uniquement des aliments non consommés par les humains : herbe, co-produits, déchets. Les impacts environnementaux sont fortement réduits, le cheptel bovin augmente un peu, et les cheptels de porcs et volailles s'effondrent dans ce scénario de durabilité.

La majorité de ces études écrivent quelque part que la biodiversité et le bien-être animal sont des critères importants mais qu'on ne sait pas trop comment s'y prendre pour les intégrer. Certains scénarios s'y lancent.

Les menaces sur la biodiversité peuvent s'exprimer en termes de **déforestation**. **L'étude prospective Agrimonde-Terra** porte sur la sécurité alimentaire et l'utilisation des terres en 2050 au niveau mondial, lorsque nous serons 9,7 milliards d'hommes. Quant à la déforestation elle fait un double constat. Premièrement, plus on consomme de produits d'origine animale, plus il y a de déforestation. Deuxièmement, l'intensification des productions animales est un moyen pour réduire la déforestation. Le seul scénario assurant la disponibilité d'une alimentation saine repose sur la diversification de notre nourriture et un apport modéré de produits d'origine animale. En 2050 dans le régime le plus sain, les produits animaux seraient à 13 % des calories – donc trois fois moins qu'aujourd'hui en France.

Une étude néerlandaise étudie comment optimiser l'utilisation des terres agricoles pour nourrir une population croissante. Ici nous avons affaire à la biodiversité, puisqu'un des objectifs est de préserver des terres marginales. Plus la part animale augmente, plus il faut de terres. L'optimum est à 12 % de la part animale des protéines, c'est très peu ! Si on veut plus de viande, il faut que les porcs viennent en renfort des bovins. Les co-produits pour les monogastriques ne sont pas si évidents parce qu'ils peuvent venir en concurrence avec le retour au champ des sources de carbone.

Une étude suédoise a porté sur une alimentation respectant les frontières planétaires (avec difficultés) : 0,21 ha de terre arable par habitant en 2050. En même temps ce scénario met en œuvre le respect pour la biodiversité et pour le bien-être animal.

Une étude de l'IDDRI teste un concept où l'Europe serait convertie en agriculture biologique, avec 10 % des surfaces en infrastructures agroécologiques, donc pour la biodiversité ; sans engrais

¹ La moyenne européenne de protéines dépasse d'environ 70 % les recommandations de l'OMS, et les graisses saturées les dépassent de 42 %. Selon un scénario de verdissement, Lorsque la consommation de productions animales (toutes confondues) baisse de 50 %, les émissions de N_{réactif} de l'agriculture européenne sont réduites de 40 % : l'ammoniac baisse de 43 %, le protoxyde d'azote de 30 % et les nitrates de 36 %.

de synthèses. Cette hypothèse intéressante a besoin de l'élevage mais fonctionne avec une baisse de 40 % des produits animaux.

Comparé aux études que j'ai évoquées, les travaux sur **AnimalChange**, paraissent être prisonniers du business as usual, en réduisant les impacts par des moyens agronomiques et technologiques en sachant que ces réductions seront dépassés par l'augmentation du cheptel, qui ne semble pas être remise en question.

Qu'en est-il maintenant de la **comparaison des impacts entre ruminants et monogastriques** ? Faut-il remplacer l'un par l'autre ? On rencontre des idées contradictoires. Ces comparaisons sont fortement biaisées par les énormes différences entre systèmes d'élevage de ruminants et des incertitudes majeures. Donc prudence. Par ailleurs, le niveau de bien-être des porcs aujourd'hui est tellement bas que le système n'est ni durable ni acceptable. Il faudrait revenir à une moindre prolificité, à un sevrage beaucoup plus tardif et à des conditions de vie qui permettent aux animaux de bouger (bouger c'est la santé), de sortir, d'explorer et d'exercer leurs capacités cognitives, ce qui se traduirait forcément par un indice de consommation plus élevé. Il y a des incompatibilités entre efficacité et bien-être. On ne peut pas faire l'Analyse de Cycle de Vie d'un être vivant et sensible comme on peut le faire pour une bagnole.

Je ne pense pas que **les consommateurs** auront la moindre envie de payer un prix supérieur – même pas un centime – pour des adaptations techniques dans ce que nous appelons des fermes usines. Vous inventez l'élevage de précision, vous installez un tas de capteurs dans votre porcherie, vous sélectionnez à l'aide de la génomique, vos ventilateurs sont dernier cri, vous automatisez et vous faites des économies d'échelle, et votre clôture de biosécurité est infranchissable. Je ne pense pas que les consommateurs ont envie de payer pour tout ça. Ils veulent voir des animaux dans un beau paysage, et une amitié homme-animal, pas des éleveurs-gardiens de prison.

Je voudrais encore mentionner **le BREF** concernant les Meilleures Techniques Disponibles en élevage intensif de porcs et de volailles ; ce document encadre les autorisations des grandes unités d'élevage, c'est une catastrophe.

Pour terminer je mentionne deux études prospectives récentes. C'est **Future Nordic Diets**, du Nordic Council of Ministers, avec des scénarios de réduction de 90 % ou de 81 % de la consommation de viande. Cette approche prend au sérieux le devoir d'intégrer l'environnement dans les recommandations nutritionnelles. L'autre étude est celle de RISE sur la question : Quelle marge de manœuvre pour les productions animales, entre besoins alimentaires et contraintes environnementales ? La réponse est qu'il faut continuer à réduire les impacts (mais c'est long et difficile) et qu'il est incontournable de réduire la production et la consommation. Certes, cela met les producteurs mal à l'aise, mais c'est incontournable ; Il faut donc encourager une consommation durable, soutenable et aider la filière à se restructurer.

Je conclus : un point très important est **une évaluation réellement multifactorielle** incluant, le bien-être animal, la biodiversité, la protection de l'eau, les résistances aux antibiotiques,... La Commission nous dit souvent que l'Europe porte, au niveau international, certaines valeurs, il faut aujourd'hui **que l'Europe porte au niveau international, le message que la consommation de produits animaux dans le modèle alimentaire occidental n'est pas durable et qu'il faut réduire**, et que non seulement elle porte le message, mais aussi qu'elle l'applique. Ce qui signifie de se donner une politique agricole qui remplace une soi-disant compétitivité complètement absurde par des stratégies de bien-être social.